**LES DIFFICULTES RENCONTREES POUR REALISER LE PROGRAMME DE SPECIALITE SES EN TERMINALE**

Un nouveau programme s’accompagne nécessairement de la question de savoir « jusqu’où on va ? ».

Il faut veiller à ne pas faire une lecture extensive et pour se limiter strictement au programme et retrouver des marges de manœuvre. En ce qui concerne la politique de la concurrence et les abus de position dominante, il ne s'agit pas de refaire tous les aspects de la politique de la concurrence… Attention de ne pas faire l'ancien programme et le nouveau : ce n'est pas le programme d'Economie Approfondie. Cette lecture extensive va se réguler avec l'expérience et une meilleure compréhension du programme.

Il faut également « se modérer » dans le choix des documents, pour se concentrer sur l'analyse et travailler les compétences liées à l'évaluation dans les séances d'enseignement.

La recherche d’un équilibre entre bornage et liberté pédagogique a conduit à l’abandon des indications complémentaires et de la colonne des notions. Leur absence a engendré, pour certains, des difficultés à gérer ce nouveau programme. Vous avez nombreux à souhaiter avoir un bornage des chapitres à traiter. J’ai tenté, avec l’aide de mon collègue Christophe Martin et de Marc Montoussé, de répondre à vos interrogations et à vos attentes.

Je voudrais remercier à nouveau Elise Benoit-Lemonnier pour son précieux et rigoureux travail de coordination… Ainsi que les collègues qui ont animé les groupes de travail locaux. Je réitère mon conseil de lire attentivement les CR du PNF de février 2020, sur le site académique. Vous y trouverez de nombreuses références dans ce qui suit, comme dans ce qui précède.

Faut-il tout voir ? quelles sont les bornes du programme ? jusqu'où aller ?

Il n’y a plus d’indications complémentaires rédigées pour les professeurs : c’est la volonté de simplifier qui a dicté ce choix. Les élèves sont interrogés uniquement sur les OA et rien d'autre. Depuis 2013, un travail sur l'explicitation des attendus : on délimite ce qu'on enseigne. Il ne doit pas y avoir de surprises. On est aujourd'hui dans la même logique : les OA sont la base de formulation des sujets d'examen.

Les attentes sont désormais explicitées en termes d'acquisition par les élèves (et non ce que doit faire l'enseignant). Les objectifs d’apprentissages se comprennent comme ce que les élèves doivent savoir en fin d'année. Il s’agit de donner du sens aux apprentissages.

Problème de la perte de la colonne / notions obligatoires ?

La colonne des notions n’est plus incluse dans le programme mais toutes les notions exigibles sont nommées dans les titres des questionnements et les objectifs d’apprentissage : c'est plus précis pour savoir ce que l'élève doit apprendre.

Les notions entre parenthèses peuvent-elles être au choix ?

Il y a eu un essai de précision par des parenthèses exhaustives (pas de points de suspension) et des « notamment... » qui définissent les attendus (par exemple les droits de propriété : seule illustration attendue de l’influence des institutions sur la croissance).

Une courbe de Lorenz ou un écart inter-quantiles peuvent-ils être donnés en document à analyser EC2, ou dans le dossier documentaire de l'EC3 ou de la dissertation dans l'épreuve du mois de mars sachant que ces outils sont explicitement mentionnés comme "savoir à interpréter" dans le chapitre « Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ? »" qui ne sera traité qu' après l'épreuve les années impaires ?

Même si huit chapitres sont évaluables aux épreuves écrites, **tous les savoir-faire sont requis et évaluables**.(La présence des inégalités dans plusieurs chapitres peut donner lieu à la présence de documents mobilisant la lecture et l’interprétation de la médiane, d’écarts ou de rapports inter-quantiles, de coefficient de Gini ou d’une courbe de Lorenz).

Sur la **lecture des statistiques et des graphiques**, on a toujours été confronté aux difficultés des élèves. Taux de variation, pourcentages sont présentés de façon différente de celle utilisée en mathématiques. Il faut donc continuer apprendre les statistiques à nos élèves. Pour les graphiques, une plus grande hétérogénéité est à prévoir entre les élèves qui ont conservé une spécialité ou une option de mathématiques et les autres.

**Difficultés posées par le programme, partie science économique**

**Chap 1 : quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?**

 - débat sur la soutenabilité : le faire ou pas ?

- réponse centrée sur le progrès technique (« l’innovation peut aider à reculer ces limites ») sous-entend de ne pas montrer d’autres solutions…

(i) Cet OA5 permet une présentation sous forme de débat mais la soutenabilité forte et la soutenabilité faible ne sont pas au programme (elles n’apparaissent pas dans des parenthèses) => ne pas présenter la substituabilité des capitaux.

(ii) Le 2e item de l’OA5 : insister sur le fait que l’innovation peut aider à reculer les limites écologiques ne signifie ni qu’elle n’y parvienne nécessairement ni qu’elle élimine ces limites.

Remarques subsidiaires :

OA2 : On peut parler du capital humain dans le caractère endogène du progrès technique sans que la notion soit un attendu.

OA4 : Ne pas aller pas jusqu’à la rente de monopole.

**Chap 2 : quels sont les fondements du commerce international et de l’internationalisation de la production ?**

- Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d’un pays, c’est-à-dire son aptitude à exporter. Ceci sous-entend qu’il ne faudrait traiter que la compétitivité-prix ?

- débat libre-échange-protectionnisme : jusqu’où faut-il aller ?

L’OA3 est nouveau => théorie de Marc Melitz (« chap. 8 Les entreprises face à la mondialisation : stratégies

d’exportation, externalisation et firmes multinationales »**,** pp.181 à 190  **in** Paul Krugman, Maurice Obstfeld, Marc Melitz, *Economie internationale*, 9e édition, 2012 Pearson France).

Il est essentiel de ne pas raisonner en productivité moyenne sur cet OA (différencier les entreprises).

La compétitivité d’un pays n’est pas une mesure de son excédent commercial mais elle en est un indicateur.

La productivité des firmes [«sous-tend» = entraîne] la compétitivité d’un pays, cad sa capacité à X (raisonnement micro) => C’est le sens de l’échange de la Nouvelle Nouvelle Théorie du CI, à savoir quechaque pays X ses biens produits par ses firmes les + productives. Les firmes sont différentes, elles ne s’en sortent pas toutes de la même façon avec la mondialisation. Dès lors qu’il y a ouverture il y a des différences de compétitivité-coût et il y a des faillites dès lors qu’il y a ouverture. Contexte de mondialisation -> Forte concurrence des firmes qui ont, entre elles, des niveaux de compétitivité différents => Les - productives disparaissent, les + productives gagnent de parts de marché => pays + ou - gagnants, voire perdants «Nouvelle théorie du CI» : Structures de marché + stratégies d’entreprises ➔ influencent les conditions de la spécialisation (existence d’avantages comparatifs) ➔ influe sur les X ➔ l’échange révèle les spécialisations ➔ impact en retour sur les firmes initiales ➔ confirme et renforce les spécialisations ou au contraire les transforme).

Remarques subsidiaires :

OA1 : Les dotations factorielles et technologiques, dans les théories traditionnelles du commerce international, ne sont pas construites puisqu’il s’agit d’un avantage statique et pas dynamique.

OA2 : Les rendements croissants ne sont pas attendus (ni les économies d’échelle).

OA4 : Internationalisation chaîne de valeur = DIPP.

La notion de chaîne de valeur introduit la valeur ajoutée dans l’analyse des échanges internationaux, il peut y avoir internationalisation de la chaîne de valeur parce qu’il y a fragmentation de cette chaîne.

**Chap 3 : comment lutter contre le chômage ?**

Chapitre centré sur le fonctionnement du marché du travail, effets des institutions sur le chômage structurel (Pôle emploi, formation continue…) … essayer de restructurer pour éviter les répétitions

OA 3 -> Le salaire minimum : effet négatif = rigidité => responsable du chômage structurel involontaire /

effet positif = corrélation positive avec niveau de l’emploi ce qui s’explique par le salaire d’efficience : inciter à être plus productif => améliorer l’employabilité.

Ceci permet une meilleure adaptation des salariés aux postes qui débouche sur la baisse du chômage structurel. Le capital humain peut être une notion utilisée ici même si ce n’est pas un attendu.

-> Règles de protection de l’emploi (indicateurs de l’OCDE) : effet négatif = rigidité / effet positif : les licenciements ont des coûts élevés pour les E + perte de savoir-faire pour les salariés. A contrario protéger l’emploi protège le capital humain et augmente la productivité.

**Chap 4 : comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?**

Dès la première, insister sur ce qu’est le marché monétaire et les fonctions de la banque centrale pour donner du sens en commençant ce chapitre…

(A situer par rapport à l’ancien programme de spécialité « économie approfondie »)

OA4 : La présentation de l’effet de richesse négatif peut être centrée sur le fait que les dépenses (de C et d’I) ne dépendent pas que du revenu mais aussi du patrimoine.

Les effets de la baisse du prix du collatéral peuvent être décrits à l’aide des effets des hypothèques, aux États-Unis ou en Espagne, lors de la crise financière de 2008.

**Chap 5 : quelles politiques économiques dans le cadre européen ?**

Utiliser des rappels de première avec la politique de la concurrence, des exemples précis.

Politiques monétaire et budgétaire incontournables ainsi que leurs effets dès la première.

Coordination zone euro : que connaître : PSC ? Semestre européen ? On peut peut-être s’appuyer sur la crise de la covid pour expliquer les chocs asymétriques.

Pas de nouveauté ; la politique structurelle n’est pas présente à l’exception de la politique de la concurrence.

**- à partir de mars :** proposition de mêler les connaissances des chapitres à faire avec la préparation du grand oral.

Par exemple 10 sujets à traiter sur les 4 chapitres (crise de 29, crise des subprimes, les réponses de l’UE à la crise de la covid, la politique de la concurrence…)

Question de l’intérêt de l’écrit ? Privilégier des notes à l’oral, vidéo pour corriger la prestation, second passage avec amélioration… (question du droit à l’image à résoudre).

**Difficultés posées par le programme, partie sociologie et science politique et regards croisés**

**Chap 1 : Comment est structurée la société française actuelle ? :**

-effet catalogue des notions, doit-on expliquer chacune des notions en les détachant les unes des autres ?

Il faut une mise en perspective du thème pour éviter la fragmentation. Elle doit se faire à partir du questionnement et articuler les objectifs d’apprentissage dans cette perspective

- on ne pas se passer de Bourdieu pour étayer le sujet

Rien n’empêche de citer un auteur pour des raisons patrimoniales mais ce n’est un attendu au baccalauréat que pour Marx et Weber dans le questionnement sur la structure de la société française.

- parler plutôt d'inégalités que de facteurs de structuration ?

Ce questionnement n’aborde les inégalités que de manière positive, pas normative ; quatre autres questionnements abordent les inégalités (croissance, échanges internationaux, école et justice sociale).

- commencer plutôt par Weber et Marx ? Ou comme le programme pour faire des lectures…

-dernier item : champ très grand… qui permet de remobiliser le premier item.

OA 2 : Les évolutions de la structure socioprofessionnelle sont constatées (dans les quatre dimensions précisées) mais il n’est pas nécessaire de les expliquer plus en amont.

OA3 : Marx et Weber : comme dans l’ancien programme.

La distance inter classes renvoie au débat moyennisation / polarisation.

Distance intra-classes : par ex. dans le groupe ouvrier, la distance entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés.

**Chap 2 : quelle est l’action de l’école sur les destins individuels et sur l’évolution de la société ?**

- « gain de temps » : premier item avec beaucoup de statistiques…

- multiplicité des facteurs d’inégalités : Bourdieu avec le capital culturel ? Boudon pour l’orientation ? Investissements familiaux (rôle de la mère, investissement dans l’école…) et stratégies des ménages… ?

OA1- Il n’y a que deux éléments explicites nouveaux : massification – démocratisation. Cependant la séparation de ce questionnement vis-à-vis de la mobilité sociale va engendrer des énoncés différents de sujets d’examen puisque ceux-ci ne peuvent pas être transversaux, ils ne portent que sur une seule question du programme, même si des notions figurant dans d’autres questions du programme peuvent être mobilisées par les élèves.

**Chap 3 : quels sont les caractéristiques et les facteurs de la mobilité sociale ?**

- la mobilité sociale : difficultés à cerner la notion de configuration familiales.

OA4 : Le déclassement doit être mis en évidence à partir des tables de mobilité mais ne doit pas être expliqué spécifiquement (l’OA5 donne trois grandes explications structurelles de la mobilité). La question 2 de l’EC2 d’un sujet zéro déborde en effet de l’OA4.

OA5 => ressources et configurations familiales : ce dernier terme n’a pas ici le sens que Bernard Lahire lui donne, mais celui de l’INSEE (Famille traditionnelle, monoparentale, recomposée, homoparentale, et taille de la fratrie). Les analyses en matière de réussite paradoxale ou de fonctionnement du cercle familial ne sont donc pas attendues.

**Chap 5 : comment expliquer l'engagement dans les sociétés démocratiques ?**

- constater remplace comprendre.

NON : pas de changement de formulation des items

- enlever des parenthèses structures des opportunités politiques

NON : pas de changement de formulation des items

- que recouvrent les structures des opportunités politiques ?

Cf Fillieule Olivier et Lilian Mathieu (à paraître). «Structure des opportunités politiques», in Olivier Fillieule et alii, Dictionnaire des mouvements sociaux, Paris, Presses de sciences Po., pp. 530-540

Remarques subsidiaires :

Dans l’OA1, notion de consommation engagée : exprimer des idées politiques par ses choix de consommation.

OA2 : Retour du paradoxe de l’action collective et ajout de la notion de « structure des opportunités politiques » dans ses limites.

**Chap 1 RC : quelles inégalités sont compatibles avec différentes conceptions de la justice sociale ?**

- revoir la lourdeur du titre ? NON car attention pour les sujets de bac

- supprimer le libertarisme NON : pas de changement de formulation des items

- statut des parenthèses ? OBLIGATOIRE

- retirer se heurter aux dysfonctionnements de l'action publique

NON : pas de changement de formulation des items

**Action publique environnement :** Regard croisant la science économique et la science politique

OA1 : Nouveau mais la fiche Eduscol de l’ancien programme de 1re sur « l’action publique et la régulation » est un point d’appui.

OA 3 : Sur la notion de bien commun.

En un premier sens, biens dont on ne peut pas, comme pour les biens collectifs, exclure un « passager clandestin » mais dont la consommation par une personne, à l’inverse des biens collectifs, diminue les quantités disponibles pour les autres (rivalité). Ex : les ressources de la mer, un climat de qualité et qui est préservé est un bien rival, donc aussi un bien commun.

En un autre sens, biens pour lesquels il existe un jugement commun d’utilité (il devrait être considéré comme un bienfait par tous) et un vœu de dotation commune (chacun devrait y avoir accès). Ex : l’égalité femmes-hommes, un environnement non dégradé, etc.

**Inégalités et justice sociale**

Il est nécessaire de montrer qu’il existe des débats.

Il est possible de lier OA1 et OA2.

OA1 : Bien distinguer Inégalités économiques de revenu / de patrimoine.

OA2 : La mesure dynamique des inégalités (parfois désignée comme mobilité sociale par les économistes) étudie la corrélation de revenu parents-enfants : dans quelle mesure le niveau relatif du revenu des enfants est-il influencé par celui de leurs parents ? Cette corrélation est généralement mesurée par l’élasticité intergénérationnelle des revenus : si elle est de 0, les revenus d’activité d’un enfant à l’âge adulte sont sans rapport avec ceux de leurs parents et la mobilité relative des revenus est au plus haut niveau. Inversement, si elle est de 100 %, tous les revenus d’activité sont déterminés par ceux des parents. Bien évidemment la construction de ce coefficient de régression n’est pas au programme.

NB : la courbe de Gatsby présentée est intéressante mais elle n’est pas plus au programme.

La liberté pédagogique permet de choisir la courbe de Kuznets comme illustration mais elle ne pourra pas être attendue.

OA3 : Faire correspondre les 3 formes d’égalité avec les 4 grandes conceptions de la justice sociale.

OA4 : idem qu’ancien programme sauf une nouveauté « le consentement à l’impôt » qui repose sur une double conviction (l’impôt permet l’existence d’un État lui-même légitime + le poids de l’impôt est réparti équitablement).